

manqué, j'en suis sûr, d'écouter avec beaucoup d'intérêt le discours du président du conseil ; par conséquent, il a pu apprendre que nous possédions une marine dont tout pays pourrait être fier, marine engagée toute entière dans une industrie honnête et qui nous permet d'être aujourd'hui la troisième puissance maritime du monde entier. Viennent les époques critiques,—plaise à Dieu que ce soit le plus tard possible !—et l'on verra le golfe St. Laurent et les lacs se couvrir de braves pour défendre le pays. (Écoutez ! écoutez !) Une autre observation que je ferai c'est que sous le régime projeté les intérêts locaux seront mieux sauvegardés, car c'est ma ferme conviction que tous les intérêts locaux recevraient une bien plus grande somme d'attention, du moment que les législatures provinciales n'auraient plus à s'occuper de ces grandes questions générales qui absorbent nécessairement aujourd'hui une partie si considérable de leur temps et de leurs études. (Écoutez ! écoutez !) Je me contenterai maintenant d'indiquer brièvement un ou deux avantages incidents qui ne feront que s'accroître avec le temps, de notre position de provinces unies de l'empire britannique. Je n'ai pas l'intention à cette heure de la nuit de fatiguer mon hon. auditoire (cri :—non ! non !—continuez !) en prouvant par des chiffres quelle sera l'impulsion donnée au commerce intercolonial entre les provinces d'en-bas et celles des Indes Occidentales. Ceux qui s'occupent de commerce se rappellent encore l'étendue des affaires qui se faisaient, il y a quelques années, avec les Indes Occidentales et qui ont cessé depuis par suite de diverses circonstances. Eh bien ! mon opinion est, qu'une fois l'union des colonies de l'Amérique Britannique du Nord consommée, il se fera, non seulement entr'elles un grand commerce en produits agricoles et autres dont les provinces d'en-bas tirent aujourd'hui leur approvisionnement des États-Unis, mais encore le commerce se rétablira avec les îles des Indes Occidentales. Ayant pris la peine, il y a déjà quelque temps, de compulser certaines statistiques, quelle ne fut pas ma surprise de voir l'importance des relations commerciales qui existaient, il y a vingt-cinq ans, entre nos provinces et ces îles ; je n'ai aucun doute aujourd'hui qu'en effectuant l'union proposée, nous ne soyons en état d'établir notre commerce sur un tel pied que nous pourrions ouvrir de nouveaux sources précieuses de celui des Indes Occidentales.

L'HON. M. HOLTON — Alors que ne comprenez-vous aussi les Indes Occidentales dans votre projet de confédération ?

M. MORRIS — En vérité, mon hon. interrupteur montre on ne peut plus de désir d'étendre le cercle de la confédération ! (on rit) — Je le connais comme fédéraliste depuis de longues années, et je suis convaincu qu'il ne veut rien tant que de nous voir aller plus vite : aussi, mon opinion est-elle qu'une fois le projet actuel accompli il n'en soit l'un des plus chauds défenseurs. (Écoutez ! écoutez !) Je me permettrai, M. l'ORATEUR, de citer quelques phrases d'une lecture faite, il y a quelques années, par M. le principal Dawson, de Montréal, et qui, né à la Nouvelle-Écosse, connaît à fond les provinces maritimes. Voici ses paroles :—

“ Leurs progrès en population et en richesse sont lents comparés à ceux de l'Amérique Occidentale, quoiqu'égaux en moyenne à ceux de l'union américaine et plus rapides que ceux des anciens états. Leur agriculture marche à grands pas vers le progrès, leurs entreprises industrielles et l'exploitation des mines prennent tous les jours de l'accroissement, et il s'y construit nombre de voies ferrées pour les mettre en rapport avec les parties plus reculées de l'intérieur du continent. Ces provinces possèdent, comme la Grande-Bretagne, des mines importantes qui ne se trouvent pas chez leurs voisins, et les moyens les plus avantageux de se livrer au commerce et à l'industrie. C'est pour quoi elles devront avoir avec les États-Unis, le Canada et les pays du Nord-Ouest, les mêmes relations d'affaires que l'Angleterre entretient avec l'Europe occidentale, centrale et septentrionale. La nature a fait d'elles le grand terminus océanique de l'immense vallée du St. Laurent, dont le commerce, attiré un moment à force d'énergie et d'efforts à travers la barrière naturelle que la Providence a élevée entre lui et les ports de mer américains, devra finir par reprendre sa direction naturelle. On verra alors non seulement les villes du St. Laurent s'unir par la communauté des intérêts les plus forts, mais encore se rattacher à l'Acadie par des liens encore plus intimes que n'en peut produire seule une union politique. Les immenses produits des vastes et beaux pays de l'Ouest s'achemineront vers l'Atlantique et vers les marchés principaux de l'ancien monde, par le St. Laurent et les provinces du golfe. Le surplus des produits agricoles du Canada trouvera des consommateurs à sa porte, chez les mineurs, les charpentiers de navire, les marins et les pêcheurs de l'Acadie qui lui enverront en échange les trésors de ses mines et de ses pêcheries. La nature des choses semble rendre inévitable la fusion définitive de toutes les populations qui avoisinent le grand fleuve et ses tributaires, et l'établissement sur ses bords de l'une des principales artères commerciales du continent de l'Amérique,—et l'on voit aujourd'hui même un vaste champ s'ouvrir à l'industrie et aux capitaux en vue de ce magnifique résultat.”

Tels seront aussi, je crois, les résultats de ce que nous entreprenons de faire en ce